



Marc Bouiron, Françoise Paone, Bernard Sillano, Colette Castrucci et Nadine Scherrer (dir.)

Fouilles à Marseille : la ville médiévale et moderne

Publications du Centre Camille Jullian

Préface

Jean-Paul Jacob

DOI : 10.4000/books.pccj.934
Éditeur : Publications du Centre Camille Jullian, Éditions Errance
Lieu d'édition : Aix-en-Provence
Année d'édition : 2011
Date de mise en ligne : 13 février 2020
Collection : Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine
ISBN électronique : 9782957155767



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

JACOB, Jean-Paul. *Préface* In : *Fouilles à Marseille : la ville médiévale et moderne* [en ligne]. Aix-en-Provence : Publications du Centre Camille Jullian, 2011 (généré le 03 avril 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pccj/934>>. ISBN : 9782957155767. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pccj.934>.

Jean-Paul Jacob

J'ai d'emblée accepté de préfacer ce riche ouvrage pour deux raisons essentielles. En premier lieu, durant huit années, comme conservateur régional de l'archéologie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, j'ai eu à susciter, à négocier et à contrôler plusieurs des fouilles évoquées ici et, de fait, j'en connais et j'en apprécie tous les protagonistes. En second lieu, comme président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, je me réjouis que nombre de chercheurs de l'Inrap aient dirigé ou participé à ces fouilles, à l'exploitation de leurs résultats et à cette publication dans le cadre de collaborations fructueuses avec les services municipaux et les chercheurs du Service régional de l'archéologie, de l'Atelier du patrimoine de la Ville de Marseille, de l'université et du CNRS.

Marseille, ville emblématique pour l'histoire de France, pour l'histoire de la France d'avant la France. N'est-ce pas à Marseille, dans les calanques, qu'on découvrira en 1991 la grotte « Cosquer », nous obligeant à revoir les théories tentant d'expliquer l'absence d'art rupestre ancien dans le sud-est et témoignant, s'il en était encore besoin, de la formidable remontée des eaux de la Méditerranée depuis le Paléolithique supérieur. N'est-ce pas là que s'implantent les premiers colons grecs venus de Phocée en Asie mineure comme Strabon⁶ ou Justin⁷, mais aussi l'archéologie, nous le rappellent ! N'est-ce pas en raison des démêlés de leurs successeurs avec les Salyens qui peuplent l'arrière-pays que les Romains prendront pied en Gaule du sud en 125 avant notre ère, pour ne plus en repartir ! César lui-même assiégea la cité en 49 pour la punir d'avoir choisi Pompée. Puis, la qualité du mouillage, le dynamisme de son port, de ses marchands, de ses édiles, de sa population en firent, malgré bien des vicissitudes, une capitale économique et, au XIX^e s., la « porte de l'Orient », façon exotique ou peut-être pudique d'évoquer le commerce avec les colonies.

Ville emblématique pour l'histoire, Marseille l'est aussi pour l'archéologie. N'est-ce pas là, à quelques encablures du Vieux Port, que, en 1952, Cousteau, muni du tout nouveau scaphandre autonome, explora et « fouilla » l'épave (il serait d'ailleurs plus judicieux de dire les épaves) du Grand-Congloué, ouvrant ainsi l'ère de l'archéologie sous-marine ? N'est-ce pas à Marseille que, en 1967, eut lieu la première grande fouille « de sauvetage » en milieu urbain, liée à la menace que faisait peser sur des vestiges grecs et romains majeurs la construction des immeubles du centre commercial de La Bourse ? Une partie de ces vestiges sera d'ailleurs conservée à l'issue des fouilles dans le bien nommé « jardin des vestiges ».

Mais, paradoxalement, si l'on connaît relativement bien aujourd'hui le passé grec, romain et paléochrétien de la ville, si l'on connaît parfaitement l'urbanisation et l'activité du port aux XVIII^e, XIX^e et XX^e s., la longue période qui s'étend du haut Moyen Âge au siècle des Lumières est particulièrement méconnue. Elle est renseignée par des textes et des récits de voyageurs, parfois dithyrambiques, mais force est de constater qu'elle a laissé peu de vestiges et de monuments visibles. C'est presque en vain que, en flânant au gré des rues et des quartiers du centre, on cherchera les témoignages de ces périodes.

Alors l'archéologie est-elle capable de corriger une telle situation et de donner corps à une réalité dont seuls les textes rendent compte aujourd'hui ? Une récente exposition aux archives municipales de la ville, doublée de la publication d'un bel ouvrage⁸, mêle approches archivistique et archéologique pour tenter de mieux cerner la ville au Moyen Âge, nous fournissant ainsi un début de réponse.

⁶ *Géographie*, IV, 4.

⁷ *Histoires philippiques de Trogue Pompée*, LXIII, 3, 4 et 5.

⁸ *Marseille au Moyen Âge, entre Provence et Méditerranée*, coordonné par Thierry Pécourt, éditions Désiris, 2009.

Cette démarche n'allait pas de soi il y a vingt ans. Il a fallu l'opiniâtreté de chercheurs comme Michel de Boüard en Normandie, Gabrielle Démians d'Archimbaud en Provence et de tant d'autres pour que, petit à petit, l'archéologie ne s'arrête plus avec les invasions du V^e s. et la période mérovingienne. Il a fallu la lente prise de conscience par les historiens de l'évidence que les textes ne pouvaient pas tout dire et que, souvent fallacieux ou partiels, ils pouvaient être réinterprétés à la lumière des faits « têtus », livrés par les fouilles. Et puis les textes concernaient surtout ceux qui avaient le pouvoir et la richesse, laissant de côté un pan entier de la cité, celle du « petit peuple », qui fait pourtant l'âme de la ville. Dans ces conditions, que dire pour les périodes, encore plus récentes, de la Renaissance et du XVII^e s., encore plus abondamment fournies en documents écrits que les précédentes ? Sinon que l'apport de l'archéologie était encore moins souhaité, sollicité, attendu !

Les fouilles de la Bourse, déjà évoquées, ne livrent, pratiquement aucune information pour les périodes postérieures à l'époque romaine. J'ai dû faire face à de nombreuses critiques lorsque, à la charnière des années 1980 et 1990, j'ai prescrit des fouilles concernant ces périodes. Il fallait pourtant ne pas négliger des vestiges trop récents aux yeux de certains de mes interlocuteurs et en exiger l'étude avant destruction. Quand je vois ce que ces travaux ont apporté à la connaissance d'un passé sur lequel on croyait tout savoir, je ne regrette évidemment pas. La fouille du charnier de la peste de 1720, rue Leca, est aujourd'hui citée comme une référence, voire comme un acte fondateur des travaux qui recourent données archéologiques et épidémiologiques. Ces nombreuses fouilles réexaminées à la lumière des archives, permettent aujourd'hui de revisiter la Marseille d'alors.

Ces connaissances, si nous n'y avons pris garde, auraient disparu à jamais et nous serions privés d'une approche matérielle, fine, intime, impartiale, de la cité et de ses habitants, qui permet la publication du présent ouvrage. Aujourd'hui, cette démarche archéologique est admise et ne fait plus débat. Elle est reconnue comme un apport essentiel à la connaissance. Je dois dire, et c'est important de le souligner ici, que j'ai toujours bénéficié, comme mes successeurs, d'une écoute attentive de la municipalité, même si ces fouilles sur des niveaux relativement récents engendraient une augmentation du coût et des délais de nos interventions.

Mais, il aura fallu que l'archéologie préventive s'impose, qu'elle affine ses méthodes d'investigation comme sa doctrine, mais aussi qu'elle élabore ses règles juridiques. Il est loin le temps où, dans des conditions difficiles, Fernand Benoît tentait d'observer et de sauver, tant bien que mal, ce qui pouvait l'être du quartier du Vieux-Port lors de sa reconstruction après son dynamitage par les Allemands en 1943. Il est loin aussi le temps où la fouille de la Bourse servait de laboratoire à des méthodes novatrices. C'est que, de 1941, date de la première loi sur l'archéologie adoptée en France (et qui d'ailleurs ne faisait pas référence à une quelconque recherche liée à des menaces de destruction) à aujourd'hui, les choses ont bien changé. Nous sommes passés d'une archéologie de « récupération », à une archéologie de « sauvetage » puis, enfin, en 2001, à une archéologie « préventive ». Ces changements lexicaux ne sont pas un jeu intellectuel, ils recouvrent une réalité épistémologique, scientifique, législative et administrative importante. Pour en mesurer l'impact il n'est qu'à regarder le formidable bond dans la connaissance du passé qu'a permis l'archéologie marseillaise depuis les années 1980.

Cette multiplication des fouilles urbaines, à Marseille comme ailleurs, et la somme des connaissances acquises ne doivent pas nous conduire à négliger deux écueils. Le premier est une consommation effrénée, trop rapide, des archives du sol. En effet la fouille, aussi bien conduite soit-elle, est un acte destructeur et nos successeurs sauront mieux fouiller que nous-mêmes et, surtout, mieux analyser et mieux interpréter les vestiges. Aussi, convient-il, dans la mesure du possible, de préserver une partie du sous-sol des centres urbains. Des techniques existent mais souvent au détriment des sacro-saints parkings souterrains dédiés à la « déesse automobile ». Le second est celui de la formidable masse des informations recueillies qu'il faut impérativement traiter, synthétiser et restituer à la communauté scientifique par des ouvrages monographiques ou synthétiques, mais aussi au public le plus large, par des ouvrages de vulgarisation de qualité. L'Inrap⁹ s'y emploie. En effet, l'archéologie préventive ne doit pas être un simple alibi à la destruction des informations archéologiques contenues dans le sous-sol de nos villes et de nos campagnes. C'est la réponse des

⁹ L'Inrap est un établissement public créé par la loi de 2001, placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Fort de plus de 1 700 archéologues, il se substitue à l'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales (Afan), créée en 1975, structure devenue inadaptée en raison de la montée en puissance des opérations archéologiques préventives tout au long des trente glorieuses.

pouvoirs publics au nécessaire équilibre entre la recherche et l'aménagement du territoire. C'est aussi la seule façon d'assurer la lecture, la compréhension et la conservation de ces « archives du sol ».

A l'instar de l'histoire, l'archéologie nous aide à comprendre d'où nous venons et à penser où nous allons. C'est une noble tâche à laquelle les archéologues de tous horizons, au premier rang desquels ceux de l'Inrap, contribuent avec enthousiasme et professionnalisme. Si c'est un devoir que d'assurer cette restitution de nos travaux, c'est aussi un moment d'intense jubilation intellectuelle que de pouvoir rassembler tous les éléments du puzzle et ainsi contribuer à l'écriture ou à la réécriture de pages entières de notre histoire. Je sais que l'équipe soudée qui, durant cinq ans, à travaillé à cet ouvrage l'a ressentie, comme elle a ressenti le doute qui assaille, à un moment ou un autre, tout chercheur, comme elle à dû surmonter les obstacles inhérents à toute entreprise collective.

Alors que Marseille s'apprête à être en 2013 la capitale européenne de la culture, alors qu'elle est en pleine mutation urbaine, ce travail est un élément essentiel pour la construction de la ville de demain qui ne peut et ne veut faire table rase de son passé. C'est aussi une réponse à Chateaubriand qui écrivait : [Marseille] « Fille de l'Hellénie, institutrice de la Gaule, célébrée par Cicéron, emportée par César, n'est-ce pas réunir assez de gloire ? »¹⁰. Non ce n'était pas assez de gloire et il convenait de retisser le lien entre cette Antiquité réelle, mais aussi rêvée, et la Marseille d'aujourd'hui. Que les auteurs de cet ouvrage soient remerciés et surtout félicités de l'avoir fait aussi magistralement.

¹⁰ *Mémoires d'outre-tombe*, XIV, 2